

---

# FUTURES CENTRALES SOLAIRES MAROCAINES AU SAHARA OCCIDENTAL OCCUPÉ ?

## Le Maroc se moque du droit international

**Le Sahara Occidental  
est le pays de cocagne  
du Maroc.**

Jusqu'à quand la communauté internationale va-t-elle continuer à laisser le Maroc s'enrichir au détriment du peuple sahraoui en pillant même son énergie solaire ? Alors que dans les camps de réfugiés, la vie des Sahraouis est de plus en plus précaire ! Aujourd'hui les enjeux énergétiques dans le monde sont considérables. Le Sahara Occidental

ne fait pas exception et fait partie de ces territoires dont on a compris qu'ils étaient des sources d'énergie extraordinaires. Or, tous les projets qui s'y exécutent renforcent l'occupation marocaine. Des entreprises de différents pays participent à ces grands travaux en violation du droit international. Le Royaume chérifien est sensible aux sommes gigantesques qui sont en jeu sur le territoire qu'il occupe. Il est passé d'un conflit de ce qu'il appelait une « récupération de territoire » illégale à un « vol économique » extraordinairement juteux tout

aussi illégal, avec la complicité de l'Union Européenne notamment.

### Un soleil à protéger

L'ensoleillement du Sahara Occidental occupé est de loin plus important que celui du Maroc et ses étendues de bord de mer peuvent accueillir des champs d'éoliennes. L'entreprise marocaine Masen est en charge de ces travaux et elle s'est mise en quête d'un prestataire pour réaliser les études de sûreté de ses futures centrales solaires à El Ayoun et Boujdour, deux villes de bord de mer du Sahara Occiden-





tal occupé. La sécurité de deux nouvelles centrales de 80MW et 20MW pose un casse-tête sécuritaire à ces entreprises. Toutes deux sont situées au Sahara Occidental occupé et Masen écrit « qu'elles risquent d'être la cible d'actions plus ou moins « symboliques » des militants séparatistes. » Cette remarque montre que la population sahraouie est toujours mobilisée contre l'occupation, qu'elle pourrait, puisqu'elle mène une résistance pacifique, s'en prendre à ces centrales illégalement implantées sur ce territoire non-autonome. La population minoritaire sur son propre territoire est une force avec laquelle il faut comp-

ter et Masen semble l'avoir compris, ce qui n'enlèvera rien à la mobilisation sahraouie.

Après la construction du mur de défense de plus de 2500 kilomètres qui sépare la partie du Sahara Occidental occupée des territoires libérés du Front Polisario, depuis les années 1980, c'est, à notre connaissance, la première fois qu'une entreprise marocaine lance, officiellement et publiquement, un appel d'offre pour protéger les sites qu'elle occupe au Sahara Occidental, ou du moins que cette information sorte publiquement. La répression renforcée, la discrimination et la paupérisation

de la population sahraouie, son humiliation quotidienne, son enfermement dans son propre territoire sont autant d'éléments qui peuvent faire penser à une plus forte mobilisation et pourquoi pas à certaines confrontations. Une entreprise française semble en bonne position pour prendre ce marché. Une complicité franco-marocaine qui ne posera question à personne vu la collusion de ces deux pays, même quand les marchés sont illégaux.

(Pour plus d'informations, voir WSRW.org)

### Comité de rédaction

Keltoum Irbah, Christiane et Berthier Perregaux. La mise en page est réalisée par Thierry Solignac et l'impression par Baillod Imprimeurs S.A. Bevaix.